

Déclaration liminaire CDEN 2 juillet 2019

M. Le Préfet, M. L'IA-DASEN
Mmes et M les membres du CDEN

Comment peut-on encore parler de confiance ?

L'Unsa éducation vient de rendre publics les résultats de son 7eme Baromètre de l'éducation.

Les réponses de plus de 25000 personnels montrent un véritable mal-être mais aussi une rupture de la confiance entre eux et le ministre de l'éducation nationale. Si nos collègues apprécient toujours très majoritairement leur profession (92,7%), de nombreux indicateurs montrent une incompréhension voire une opposition aux politiques menées. Seulement 10,4% des personnels se disent en accord avec les choix politiques faits contre 20,8% en 2018.

Le pouvoir d'achat reste la priorité des personnels, Plus 6 points avec 62,5%. Les perspectives de carrière ne sont satisfaisantes que pour 13,6% (-6 points) et leur rémunération n'est jugée à la hauteur de leur qualification que par 11,8% d'entre eux (-3 points).

Rappelons qu'au niveau de l'OCDE, les enquêtes montrent depuis de nombreuses années que les jeunes enseignants français sont en bas du tableau juste devant leurs collègues polonais, hongrois, estoniens, slovaques ou grecs.. Si au bout de 15 ans de carrière, que l'on soit dans le 1er ou dans le 2nd degré, nos salaires approchent la moyenne basse des pays de l'OCDE nous sommes encore loin derrière les enseignants en Allemagne, Irlande ou Espagne, entre autres pays dit développés...

90% se disent préoccupés par la loi de transformation de la Fonction Publique.

Certes l'argent peut être le nerf de la guerre mais en pédagogie, il y a d'autres éléments ...et les politiques menées actuellement ne concourent pas à rassurer les personnels : 78,8% ne se considèrent pas suffisamment accompagnés dans la mise en place de ces réformes.

Si nous faisons un zoom sur l'académie de Lyon, à la question : Diriez-vous que vos conditions de travail sont satisfaisantes ? Nationalement 65% répondent non, et bien 66,2 le font sur l'Académie de Lyon... et à la question dans la dernière année, considérez-vous que vos conditions de travail se sont améliorées ? Nationalement 85,3 % NON et ...86,1% Non sur notre académie... tristes résultats.

Les personnels nous occupent et nous préoccupent, mais qu'en est-il des usagers du service public d'éducation : Le vrai coût de l'école gratuite ?

Quand on évoque la gratuité de l'école, tous les citoyens ne se sentent pas concernés au même degré. Les citoyens les plus pauvres sont les premiers touchés par le non respect de ce principe constitutionnel. Comment payer une sortie au théâtre, un voyage scolaire, un billet de tombola, un torchon aux couleurs de l'école, quand on compte à l'euro près pour se nourrir, se loger ? Pourquoi des élèves mangent des sandwiches aux portes de leurs lycées? Pourquoi d'autres ne peuvent suivre les cours d'un bac pro parce que les chaussures de sécurité nécessaires n'ont pu être achetées ? Pourquoi le choix d'orientation est surtout guidé par défaut en fonction des revenus familiaux plutôt que par l'offre de formation? Comment en arrive-t-on à ce que certaines familles renoncent à leur droit à bourse?

Toutes ces questions et bien d'autres ont été évoquées au colloque du CNAL comité National d'Action Laïque par les différents intervenants SE-UNSA, LIGUE de l'ENSEIGNEMENT, Association des Maires de France, FCPE, DDEN.

Juste un exemple mis en valeur par Jean-Paul Delahaye, ancien directeur général de l'enseignement scolaire :

«On dépense aujourd'hui 32 millions d'euros par an pour l'accompagnement éducatif en éducation prioritaire. Il y a 1,7 millions d'enfants en éducation prioritaire, cela fait donc 18,80 euros pour chacun.

Dans les classes préparatoires aux grandes écoles, il y a 85000 élèves, de classes sociales plutôt privilégiées. On dépense 70 millions d'euros pour organiser leurs «colles». C'est un accompagnement éducatif qui revient à 840 euros par étudiant.»

Edifiant non ? C'est un sujet éminemment politique.

Nous ne pouvons que faire le lien avec la création des EPLEI dans le projet de loi de l'école de la confiance...plus pour ceux qui ont déjà...

Il n'y a qu'un pas à faire pour se poser la question du financement donné par la région pour la réhabilitation de locaux municipaux, ancienne école Flemming à St Etienne, pour mise à disposition d'une association et création d'une école privée nommée école Luckmann ? Qu'en est-il de la légitimité d'un tel financement et d'une telle mise à disposition M. le Préfet ?

Revenons à des évènements nationaux ayant connus leur déclinaison sur le 42 : Non, nous ne parlerons pas de blousons rouges...mais simplement des différentes réformes ayant touché de plein fouet les personnels de l'éducation nationale.

La mise en place de la réforme du lycée qui, avec les moyens constants a, des dires même des chefs d'établissement, d'énormes difficultés à se mettre en place avec les enseignements de spécialités prévus dès la rentrée.

En bref, les moyens pour faire fonctionner la rentrée dans les Lycées seront trop justes, car la multitude de combinaisons des enseignements de spécialité est trop coûteuse en heures. Et il est à craindre que ce phénomène ne soit accentué à la rentrée 2020 avec l'ouverture des Enseignements de Spécialité en Terminale.

Le mouvement des personnels du 1er degré... Nous ne pouvons pas ne pas aborder ce sujet...Tout le monde, administratifs compris, a souffert de la mise en place plus que précipitée de ce mouvement nouvelle mouture qui retarde toutes les opérations et met en tension tous les échelons de la maison éducation nationale. Les personnels, les écoles, chacun vit une fin d'année chaotique où tout est vécu dans la précipitation avec une gestion sur le fil du rasoir. Demandez à notre administration Monsieur le Préfet, cette période, qui dure depuis 3 mois, a été et est invivable ! Chaque jour apporte son lot d'erreurs et d'interminables recommencements...On ne compte plus le nombre d'incompréhensions, de nominations subies,... la mobilité bien vécue et la gestion humaine de proximité en a pris un coup !

Deuxième thème : les moyens donnés pour le système public d'éducation...en bref la carte scolaire, thème de ce CDEN de fin d'année scolaire.

Il est évident que M. L'IA Dasen et son administration ont fait avec les moyens qui leur étaient alloués...On ne peut que dire que le résultat est à la hauteur des moyens donnés...inadapté au territoire ligérien. C'est un moindre mal...mais que dire des effectifs à 28 en sections de 6eme et 5 eme, 30 en 4eme et 3eme en collège. Et dans le premier degré avec des classes de cycles 1 ou cycle 3 qui paient le prix cher à cause des dédoublements en CP et CE1 en REP ou REP+. Comment parler de bienveillance, d'inclusion scolaire, de pédagogie différenciée, de prise en compte des difficultés de chaque élève avec ces conditions ?

Que penser de la réduction du nombre d'accompagnants pour les élèves en situation de handicap avec certes une amélioration des conditions de travail pour ces personnels mais ...et il y a un mais...à budget constant...donc moins d'AESH au bout du compte...

Les annonces présidentielles si elles nous ont surpris et fait rêver un temps, ne peuvent que nous inquiéter si elles ne sont pas suivies de mises à dispositions de moyens conséquents pour déclinaison sur le terrain.

Pour l'Unsa éducation

Maëlle Laurent, Véronique De Haro, Dominique Furnon